

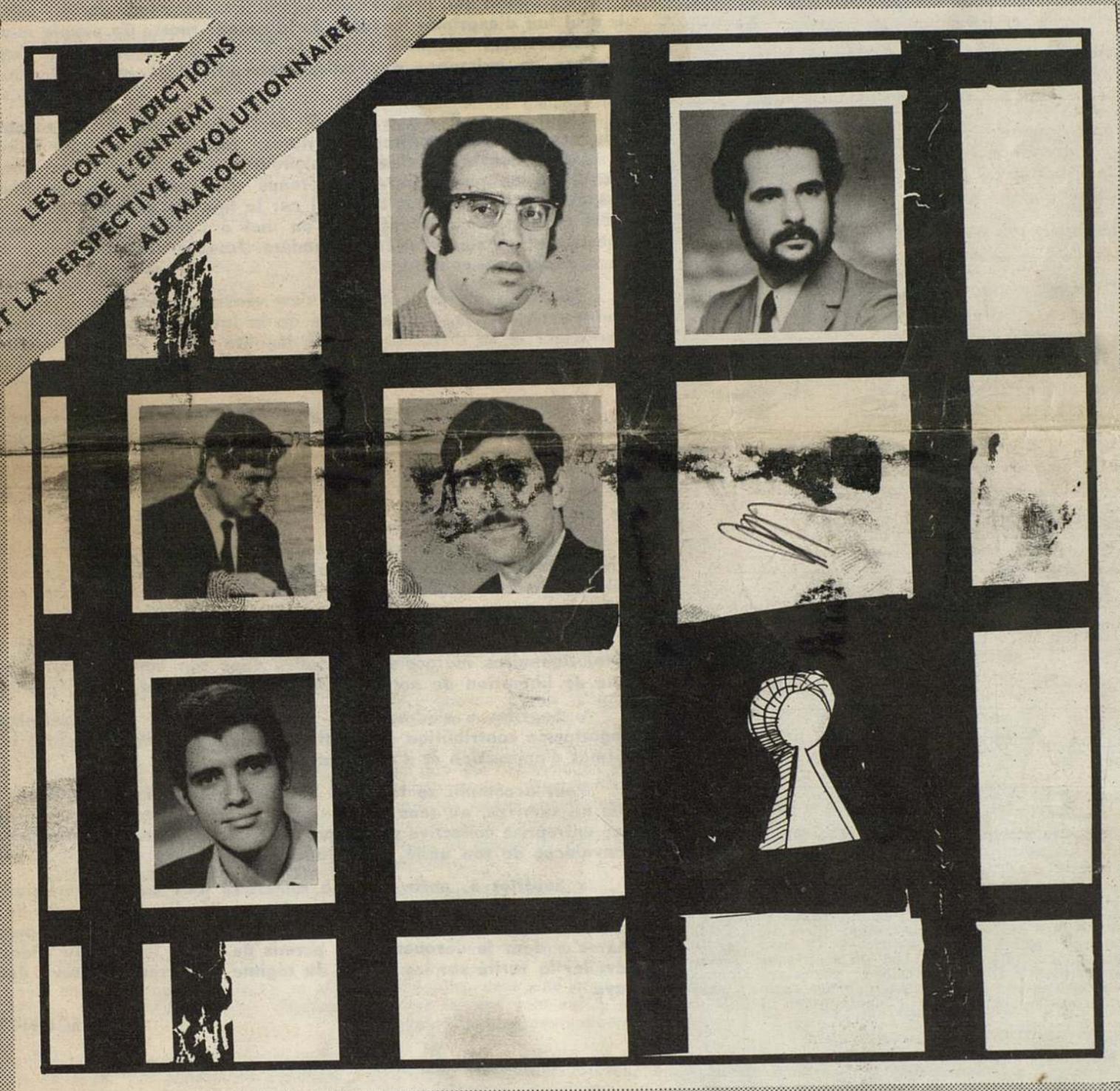
15 Janvier 1973 - 2,50 F

N° 1 - Nouvelle Série

Souffles

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB

LES CONTRADICTIONS
DE L'ENNEMI
ET LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE
AU MAROC



DOSSIER SUR LA RÉPRESSION AU MAROC

SOMMAIRE

	Pages
Couverture :	
Photos des détenus de Casablanca	1
Les tâches du mouvement révolutionnaire après le premier coup d'Etat du 10 juillet 1971	3-4
Action idéologique :	
Le révisionnisme au Maroc	5-7
Luttes de classes :	
Les contradictions de l'ennemi et la perspective révolutionnaire au Maroc	8-12
Documents : Dossier sur la répression au Maroc	
— Témoignage d'Evelyne Serfaty	13-14
— Rapport de maître Henri Leclerc à la Fédération internationale des Droits de l'Homme sur la situation au Maroc	15-16
— La répression au Maroc dans les prisons ..	17-19
— Une nouvelle condamnation à mort à Marrakech	19
— Un appel d'« Anfasse » : Renforçons notre soutien aux détenus politiques	20
— Pétitions et communiqués contre la répression au Maroc	21
— Agressions policières contre les cités universitaires	22
— Communiqués de l'Union nationale des étudiants du Maroc	22
— Une première victoire : seule la lutte paye ..	23
— Tiens bon camarade : un poème d'Abdellatif Laâbi	23

« ANFASSE » (« SOUFFLES ») - POINTS DE VENTE :

PARIS :

Librairie de la Cité universitaire, boulevard Jourdan (14^e); porte d'Italie; place d'Italie; gare d'Austerlitz; boulevard Diderot (face à la gare de Lyon); boulevard de Belleville; gare de l'Est; gare du Nord; Aubervilliers (près de la porte de La Villette); place Clichy; mairie de Clichy; Marcel-Semba (à Boulogne-Billancourt); Issy-les-Moulineaux; Drugstore Saint-Germain; Drugstore Odéon; Drugstore Opéra; Drugstore Saint-Lazare; Saint-Michel (quartier Latin); place Opéra; Richelieu-Drouot (boulevard Montmartre).

BANLIEUE PARISIENNE :

Gare de Bondy; place Voltaire à Asnières; gare d'Asnières; gare de Colombes; gare d'Argenteuil; place de la Boule à Nanterre; gare de Nanterre; place de la Mairie à Puteaux; gare de Rueil-Malmaisons; Bobigny (Gare); Celle-Saint-Cloud; Noisy-le-Sec; Champigny-sur-Marne; Courbevoie; Ile Saint-Denis; Montreuil; Plaine-Saint-Denis.

AUTRES VILLES DE PROVINCE :

Lille; Lens; Rouen; Dieppe; Le Havre; Nancy; Strasbourg; Dijon; Besançon; Lyon; Marseille; Saint-Etienne; Grenoble; Toulon; Toulouse; Bordeaux.

« SOUFFLES » REPARAIT

LA rédaction de « souffles » avait eu le regret de devoir annoncer à ses lecteurs et amis qu'elle était obligée de suspendre sa parution jusqu'à nouvel ordre.

En effet, le directeur de la revue, Abdellatif Laâbi, ainsi que le rédacteur principal, Abraham Serfaty avaient été arrêtés le 27 janvier 1972. Mis en liberté provisoire le 25 février, Abdellatif Laâbi a été de nouveau arrêté le 14 mars et Abraham Serfaty, recherché par la police, n'est pas reparu depuis la même date.

En outre, Mohamed Berdoubi, l'animateur d'« Anfasse » — édition arabe —, Jamal Bellakhdar, autre rédacteur, ainsi que Mohammed Chebaâ, le réalisateur artistique de la revue, ont été, à leur tour, arrêtés.

C'est ainsi que la plupart des collaborateurs de « Souffles » ont connu l'arrestation, les tortures et l'incarcération. La gravité des chefs d'inculpation qui pèsent sur eux est à elle seule une preuve suffisante de l'audience croissante de « Souffles » au sein de la jeunesse intellectuelle de notre pays.

« Aujourd'hui, disaient nos camarades dans leur dernier communiqué, le seul fait d'exprimer les idées de la grande masse du peuple marocain est immédiatement assimilé à une incitation au désordre, et devient une menace en puissance de l'ordre établi. C'est là, au fond, un aveu de vulnérabilité.

Pour nous, il n'y a rien là de très nouveau. Nous savons, depuis longtemps, que les militants patriotes, engagés sur le front culturel dans le combat contre les classes exploiteuses, se trouvent objectivement dans une situation permanente de détenus en liberté provisoire. Plus qu'une menace, c'est pour nous un délai car la lumière, aujourd'hui comme hier, c'est ceux qui la portent que l'on met à l'ombre. Mais les porteurs se substituent, et rien n'altère la lumière. Jusqu'à nouvel ordre, « Souffles » et « Anfasse » continuent.

La prévision des camarades s'est vérifiée. « Souffles » et « Anfasse » continuent. Certes, les conditions de la lutte ne permettent plus qu'elles paraissent et se diffusent dans la légalité sur le territoire national. Mais la tâche à mener est trop impérieuse, la revue se doit de survivre, même dans les conditions de l'exil.

« Anfasse » a fait paraître son troisième numéro aux prix de difficultés de toutes natures. « Souffles » ouvre ce premier numéro de la nouvelle série avec un dossier sur la répression qui sévit dans notre pays. Rappelons que « Souffles » ne fait pas double emploi avec « Anfasse » et qu'en aucun cas elle se saurait se substituer à l'édition en langue arabe. Le rôle de « Souffles » est plus limité, sans être pour autant secondaire.

« Souffles » s'adresse à l'opinion progressiste mondiale pour l'informer sur la véritable nature du régime marocain, sur ses crimes, sur ses prisons, sur les persécutions contre toute forme de pensée indépendante et progressiste, sur ses conspirations contre toute forme de liberté.

« Souffles » restera une arme idéologique aux mains des militants révolutionnaires marocains et arabes dans son combat pour éclaircir la voie de libération de notre peuple dans le cadre de la Révolution arabe.

« Souffles » s'adressera à tous les militants anti-impérialistes pour apporter sa contribution à la lutte mondiale des peuples contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Pour accomplir sa tâche, « Souffles » a besoin du concours de tous, elle ne survivra, au sens politique et matériel du terme, que si elle reste une entreprise collective portée par tous les militants, les amis, les lecteurs convaincus de son unité, de sa nécessité.

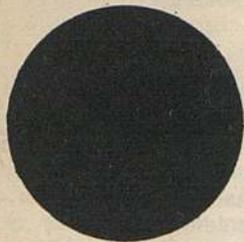
« Souffles », enfin, tient à remercier tous ceux dont l'amitié et le soutien ne se sont jamais démentis, et en particulier le « Comité de défense de la revue « Souffles » et le « Comité de lutte contre la répression au Maroc » dont le dévouement a permis de briser le mur du silence et de dévoiler la vérité sur les crimes du régime de terreur qui sévit dans notre pays.

SOUFFLES.

ANFASSE (SOUFFLES)

Boîte postale 114
75722 - Paris — CEDEX 15
C.C.P. La Source 33-584-80

Dir. de la publication : F. DELLA SUDDA. Impr. N.P.P., 56 rue des Haies 75020 Paris



Les tâches du mouvement révolutionnaire

après le 10 juillet

Traduction de l'éditorial de « ANFASSE » N° 1 - Nouvelle série - Août 1972

LE coup d'Etat manqué du 10 juillet a apporté un élément nouveau à la crise du pouvoir : le démantèlement de l'appareil de l'Etat.

Avant le 10 juillet, le pouvoir, malgré sa faiblesse objective, puisait ses forces dans l'unité et la cohésion de son appareil de répression, mais aujourd'hui l'armée n'est plus l'instrument « aveugle » de l'idéologie dominante, elle est devenue le lieu d'une lutte de classe ouverte.

S'il est clair que l'armée, en tant que partie de l'appareil de l'Etat, était et demeure un instrument de répression entre les mains du pouvoir, il n'en reste pas moins que le front contre le pouvoir, en s'élargissant aux couches les plus profondes de l'armée, ouvre des possibilités effectives à une radicalisation et une prise de conscience au sein de cette armée.

Quelle est donc la position à adopter vis-à-vis de l'armée dans la situation qui a résulté du 10 juillet ?

Contre l'attentisme et les surenchères quand à l'imminence d'un coup d'Etat victorieux, il est urgent de présenter un programme de lutte démocratique et révolutionnaire aux soldats et aux officiers progressistes, orientant leur potentiel d'action vers la révolution populaire et ayant pour axe fondamental la liaison avec le mouvement révolutionnaire des masses populaires.

Il est un fait indiscutable que la majorité des soldats est issue des classes laborieuses, essentiellement paysannes, et qu'elle subit des conditions spécifiques d'oppression de classe sous couvert de discipline militaire, sans parler du fait que le pouvoir n'a jamais hésité à bafouer sa dignité en l'utilisant contre le peuple dont elle est issue.

En partant de l'analyse des tâches propres à l'étape actuelle, à la lumière de la théorie et de la pratique marxiste-léniniste, toute plate-forme politique des soldats et officiers devra respecter les principes fondamentaux suivants :

1° Refus de la tendance putschiste du point de vue de l'idéologie révolutionnaire.

2° L'organisation politique laborieuse et de longue haleine des soldats et des officiers progressistes.

3° Répandre les idées révolutionnaires parmi les soldats et élever leur conscience politique.

4° Combattre les tendances militaristes qui méprisent les masses populaires.

5° Lutter contre l'oppression et les rapports anti-démocratiques qui sévissent à l'intérieur de l'armée.

6° Préparer les soldats et les officiers progressistes à se rallier aux masses dans toutes les phases décisives de la lutte révolutionnaire.

En se liant au mouvement de masse dans la lutte pour un changement révolutionnaire, en développant la conscience politique de notre peuple y compris des soldats et des officiers progressistes, la gauche révolutionnaire lutte résolument pour la préparation des conditions véritables pour la révolution démocratique et populaire, **laquelle sera faite par les masses ou ne sera pas**. L'essentiel n'est pas d'avoir une république, l'essentiel c'est la lutte pour la réalisation d'un régime démocratique qui sera l'œuvre du peuple.

Car le processus révolutionnaire ne consiste pas seulement à arracher le pouvoir, il faut que le pouvoir soit arraché par les masses organisées, conscientes et aptes à continuer la lutte vers le socialisme.

APRES l'échec du coup d'Etat, la tâche primordiale est le renforcement du front des **luttés populaires**. Autrement dit, il est urgent d'exploiter la faiblesse du pouvoir et de faire basculer le rapport des forces en faveur des forces révolutionnaires. C'est pour cette raison que la gauche révolutionnaire a dénoncé les négociations : marchandage entre l'oligarchie gouvernementale et la bourgeoisie moyenne.

Les réformistes affirment aujourd'hui, après l'échec des négociations, que la gauche s'est trompée quant à l'appréciation de la nature de la crise.

Sur quelles bases la gauche a-t-elle lutté contre les négociations ?

1° La propagande contre les négociations, ainsi que leur dénonciation sur le plan politique et idéologique, étant principalement dirigée contre les visées communes du pouvoir et des réformistes qui tendaient à paralyser le mouvement de masse et à le détourner de la lutte immédiate.

Concrètement, les négociations avec le Palais signifient l'entretien chez les masses d'une illusion de réforme possible de ce régime, et par là-même l'avortement de toute velléité de lutte révolutionnaire à un moment où le pouvoir s'engouffre dans une crise sans précédent et où les masses sont sur le point d'engager un véritable combat révolutionnaire.

2° De par sa nature de classe et sa ligne politique, l'opposition officielle est susceptible de se rallier au pouvoir dans toutes les phases où celui-ci se trouverait en danger. Elle constitue, actuellement, une force de réserve, contre un mouvement de masse qui mettrait fin à l'existence du système d'exploitation capitaliste inféodé à l'impérialisme. En effet, si les forces de l'opposition réformiste sont bien l'expression idéologique et politique des intérêts des classes moyennes, si ces classes voient effectivement leur développement contrarié par la main-mise

des monopoles impérialistes et de l'oligarchie locale sur l'économie nationale, il reste que leur comportement politique est avant tout déterminé par la peur d'une explosion révolutionnaire qui leur interdirait toute perspective d'exercer leur hégémonie de classe.

Quant à la fraction petite-bourgeoise de l'opposition réformiste, elle ne représente que les intérêts étroits de couches intermédiaires au service de la bourgeoisie moyenne au sein du mouvement ouvrier. Parler de l'incapacité politique de la bourgeoisie n'est pas une expression sans contenu pratique. C'est pourquoi son programme reste assujéti à des marchandages et des reculs tant qu'elle prétend le réaliser en dehors du mouvement démocratique de masse. C'est précisément cela que nous entendons par « stratégie de l'attentisme » ; l'opposition attend, en effet, soit une explosion populaire spontanée, soit une crise au sein de l'appareil d'Etat qui sera mise à profit pour consacrer leur ascension au pouvoir.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que la gauche a lutté contre les négociations entre le Palais et l'opposition.

Leur échec provisoire, ou définitif, n'enlève rien à la base objective sur laquelle elles ont été engagées, ni à la justesse de l'analyse et de la propagande de la gauche révolutionnaire. Il est donc nécessaire pour les réformistes d'essayer de concilier leur pratique opportuniste avec le « programme » qu'ils proclament.

Une des justifications fallacieuses avancées, c'est la formule dite « gouvernement des acquis minimaux pour ranimer le mouvement de masse ». Cette formule spéculative a été utilisée comme un prétexte, en particulier pour séduire les couches de la petite bourgeoisie qui aspirent au changement.

Il est évident que le « gouvernement des acquis minimaux » se trouverait en contradiction avec sa soi-disant intention de ranimer le mouvement de masse, **puisque sa formation même est destinée à assurer l'équilibre du régime**. Les réformistes ne rencontreraient alors aucune difficulté à réprimer les masses en invoquant de prétendus « complots impérialistes et réactionnaires contre la présence d'éléments progressistes dans le gouvernement ».

On reconnaît là le jeu perfide des politiciens de l'opposition réformiste !

L'état dans lequel se trouvait le pouvoir après le 10 juillet laissait un champ libre à ce genre de marchandage. Deux menaces pesaient sur le pouvoir : l'éclatement d'un grand mouvement révolutionnaire ou un renversement militaire, et dans les deux cas il était condamné à l'anéantissement.

C'est la raison pour laquelle le pouvoir essaie de gagner la caution de toutes les forces médianes. Mais celles-ci ne peuvent empêcher sa mort inéluctable, elles peuvent tout au plus la retarder.

L A politique des négociations a aussi ses implications pratiques.

D'une part, les réformistes se refusent à présenter le moindre programme de lutte, d'autre part, il tentent de neutraliser le mouvement de masse et, au besoin, de l'utiliser comme carte forte sur la table des négociations.

La réponse des militants révolutionnaires, dans ce contexte, ne doit pas se résumer à un simple refus des négociations, elle doit se traduire par une participation effective aux luttes de masse, pour entreprendre en profondeur une campagne de dénonciation politique et idéologique des manœuvres du pouvoir et des appareils réformistes.

Si toutes les ailes de l'opposition traditionnelle, même celles qui refusent les négociations, sont restées passives vis-à-vis du mouvement de masse, c'est la bureaucratie syndicale qui a joué le rôle essentiel pour l'immobiliser.

La classe ouvrière, quant à elle, n'est pas restée dans l'expectative, elle a trouvé d'emblée et sur le terrain de la lutte la riposte qui s'imposait dans cette situation sans attendre le résultat des négociations. Elle n'a pas mis de retard à exploiter la nouvelle situation politique et transformer le rapport des forces en faveur des masses. Ainsi toutes les légendes réformistes, même la plus intelligente (« gouvernement des acquis minimaux ») s'effondraient devant la combativité de la classe ouvrière. C'est la première fois, depuis l'indépendance formelle que la classe ouvrière s'engage dans un combat massif utilisant tout son potentiel de lutte et optant clairement pour la grève de longue durée.

Nous avons pu écrire à propos du rôle joué par la bureaucratie de l'U.M.T. face à la grève des mineurs de Khouribga en 1971 :

« Nul n'ignore que la bureaucratie syndicale craint les luttes ouvrières massives et qu'elle s'attache aux revendications purement économiques — la fameuse « politique du pain ». Son attitude vis-à-vis des dernières grèves de Khouribga en est un exemple flagrant. Les mineurs de Khouribga ont déclenché une grève depuis le 20 septembre 1971, malgré l'opposition du bureau syndical de l'U.M.T. Après treize journées de grèves et après s'être heurtés à la ferme détermination des mineurs décidés à poursuivre leur action, les bureaucrates du syndicat ont sorti, non sans hésitation, un communiqué de soutien. Mais la direction ne peut tolérer l'extension du mouvement de grève. C'est pourquoi elle a usé de toutes les manœuvres pour le contenir. Elle a d'abord procédé, par deux fois, au remplacement du bureau syndical par le sommet, espérant récupérer par ce moyen la confiance de la base. Quand les ouvriers de Casablanca décidèrent de déclencher une grève de soutien à leurs camarades de Khouribga, et à un moment où la grève s'étendait à tous les secteurs de l'industrie, la direction de l'U.M.T. s'est empressée d'entamer des négociations avec les patrons de l'O.C.P. (Office chérifien des phosphates). Après quoi, un communiqué signé par l'U.M.T., et publié par la presse bourgeoise, annonçait la fin de la grève de Khouribga. Par ses manœuvres, la bureaucratie syndicale est parvenue à désamorcer le mouvement, en isolant les grévistes de Khouribga. »

Encore une fois, la direction bureaucratique de l'U.M.T. a montré qu'elle est passée maître dans l'art de briser les grèves. La bureaucratie syndicale, au lieu de mettre à profit la situation politique, de s'appuyer sur l'esprit unitaire qui animait les luttes de la classe ouvrière, pour promouvoir un programme d'action qui réalise l'unité de classe, renforce la solidarité des différents secteurs en lutte du prolétariat, développe sa conscience de classe, fasse déboucher ses luttes revendicatives sur des luttes politiques plus radicales et qui aurait gagné des couches plus larges du peuple, la direction petite-bourgeoise de l'U.M.T. a cherché à isoler la classe ouvrière, à fragmenter ses luttes, à empêcher qu'elle ne soude ses rangs pour la maintenir sous sa tutelle bureaucratique et en faire une proie facile de la répression du pouvoir.

En définitive, le danger mortel que veut conjurer la direction de l'U.M.T. c'est que les luttes de la classe ouvrière s'unifient, que sa conscience de classe prenne profondément racine à travers son unité de combat, que ses luttes partielles se transforment en une contestation politique généralisée.

Et cela dans le moment même où les dirigeants syndicaux au V^e Congrès de l'U.M.T. dissertent sur la « politisation des ouvriers » et prétendent renoncer à « l'économisme ».

Quant aux éléments petits bourgeois (1) qui ont fait leur entrée — bureaucratique — dans l'appareil syndical, au lieu de militer à la base contre le pouvoir et la bureaucratie, ils sont les premiers à applaudir à ce changement de propagande.

La gauche a démontré que cette fuite en avant ne constitue qu'une modification formelle, qui n'affecte en rien la politique suivie depuis de longues années par la direction syndicale.

Mais dans la phase actuelle, où le pouvoir fait une ouverture à l'opposition réformiste, où le danger que représentait l'aile radicale de l'U.N.F.P. est écarté, où les forces révolutionnaires ne se sont pas encore imposées, il n'est pas du tout étonnant que la bureaucratie syndicale parle de la politisation de la classe ouvrière, tant que cette « politisation » ne la menace en rien. Pas moins qu'il n'est étonnant d'ailleurs d'entendre le Chef de l'Etat lui-même proclamer la nécessaire « politisation des ouvriers » !

L'essentiel est que la stratégie de la direction syndicale soit restée identique à elle-même : attentiste et réformiste. Il s'agit d'une ligne de collaboration de classe d'une bureaucratie syndicale qui n'est en fait qu'un appendice de la bureaucratie d'Etat et qui a prospéré grâce aux privilèges et prébendes du pouvoir d'Etat.

En dernière analyse, l'U.M.T., par suite de sa crise interne et de sa rivalité traditionnelle avec l'autre aile de l'U.N.F.P., a essayé, à la faveur de son dernier congrès, de monter une opération de séduction à l'égard du pouvoir, se présentant comme une force politique à large audience populaire, prête à assumer des responsabilités gouvernementales, même en l'absence des autres fractions de l'opposition.

La direction syndicale garde l'espoir en de nouvelles négociations qui lui permettront de trouver une issue à sa propre crise et de reconquérir son influence sur la classe ouvrière.

La classe ouvrière — dont beaucoup de secteurs, en dépit de toutes les manœuvres, ont réussi à arracher des améliorations sur le plan matériel — reste capable, même après ces longues luttes, à engager des luttes encore plus dures comme le prouve les nouvelles grèves dans le textile...

L A gauche révolutionnaire a démontré par l'ampleur même du mouvement politique de la jeunesse qu'elle s'oppose à tous les marchandages des réformistes et qu'elle est déterminée à renforcer les luttes des masses populaires.

La gauche a livré un dur combat avec des moyens limités à un moment où toutes les forces politiques s'opposent à la montée d'une conscience révolutionnaire chez les masses.

Si la gauche n'a pas réalisée les objectifs de l'étape, elle s'est tout au moins engagée dans la voie de la lutte révolutionnaire de masse et c'est la voie juste.

(1) Il s'agit des représentants de l'aile « économiste » de l'U.N.F.P. composée essentiellement d'universitaires réformistes, et qui occupent de nombreuses et importantes responsabilités dans l'appareil de l'U.M.T. alors que leur audience à la base est quasi nulle. Ils fournissent à la direction de l'U.M.T. une caution de gauche commode et inoffensive, puisque le marxisme dont se réclament ces éléments est vidé de tout contenu révolutionnaire.

C'est pour cette raison qu'elle a été la cible principale de la répression du pouvoir et qu'elle a mérité avec honneur l'hostilité de toutes les forces réformistes.

La grande carence dont souffre le mouvement de masse en général et le mouvement ouvrier en particulier, c'est l'absence d'un programme général de lutte clair, correspondant aux objectifs de l'étape.

Si l'on considère que la situation n'a pas fondamentalement changé, qu'elle est toujours en faveur des masses, surtout qu'avec la rupture des négociations le pouvoir a perdu sa principale force de réserve, la tâche de développement du mouvement de masse et son renforcement exige de tous les révolutionnaires qu'ils présentent un programme « dans la rue » qui réponde aux impératifs de la situation actuelle et aux aspirations de toutes les forces populaires, la classe ouvrière en tête.

Avec un tel programme, les masses avanceront d'un pas dans la voie de la réalisation du front de lutte des forces populaires et révolutionnaires.

L A gauche révolutionnaire tire de son expérience récente et limitée les conclusions suivantes :

1° Le processus d'édification du parti révolutionnaire, le parti de la classe ouvrière, l'intellectuel collectif des masses et l'organisateur de ses luttes révolutionnaires, se développe en dehors de toutes les structures réformistes. Cela ne signifie pas que la question du Parti — qui en définitive est la question centrale dans le processus révolutionnaire — ait été résolue. La gauche n'a pas encore fait corps avec la classe ouvrière, qu'elle proclame représenter politiquement et idéologiquement. Elle n'a pas conquis, par conséquent, des positions solides parmi les masses. Il n'en reste pas moins que la ligne vérifiée par les récentes expériences politiques a ouvert concrètement cette voie et permet son approfondissement vers la création du parti d'avant-garde prolétarien.

2° Les masses laborieuses et leur avant-garde la classe ouvrière renferment des capacités de lutte immenses et révèlent déjà les germes d'une conscience politique révolutionnaire. Il est devenu malaisé aux appareils politiques et syndicaux réformistes de tenir les masses sous leur tutelle idéologique et de cantonner leur lutte à un horizon limité. Seul le combat révolutionnaire de longue haleine répond aux aspirations profondes des masses et permet la mobilisation de toutes leurs potentialités militantes.

Toutefois, il est vrai que les masses et la classe ouvrière ne livrent pas encore un combat de classe et qu'elles sont sujettes à des influences idéologiques droitières, mais en tout état de cause, les masses ne se trouvent pas dans l'étape actuelle en droite ligne avec le réformisme. La conscience politique des masses, même dans ses insuffisances, a dépassé de loin les mots d'ordre réformistes.

Toutes les données objectives annoncent un énorme changement révolutionnaire dans les masses. Le pouvoir n'est pas en mesure de proposer des réformes importantes même s'il réussit à gagner à ses côtés l'opposition officielle.

Il reste dans notre pays une seule issue révolutionnaire à la crise actuelle, celle qui viendra des masses elles-mêmes.

Toute force qui prétend au changement révolutionnaire en s'appuyant sur des facteurs autres que le mouvement de masse, relève non seulement d'une ligne politique erronée, mais d'une idéologie d'essence réactionnaire, car le propre de la pensée réactionnaire est de dénier aux masses toute part active et consciente dans le processus historique.

Anfasse.



action idéologique

LE RÉVISIONNISME AU MAROC

par OMAR DOURI

La présente étude sur le révisionnisme au Maroc s'inscrit dans une étude plus importante, en préparation, qui situera le cadre historique du révisionnisme moderne dans le monde et les processus qui ont amené l'Union Soviétique et le Parti communiste bolchevique, pays et parti qui avaient su conquérir le pouvoir des ouvriers et des paysans, pays et parti de Lénine et de l'internationalisme prolétarien, à devenir le pays et le parti de Brejnev et du social-impérialisme (1).

L'heure est venue, à cette phase où les forces révolutionnaires se développent impétueusement au Maroc, de liquider définitivement ce qui reste du révisionnisme. Des camarades ont pu rester attachés aux structures du révisionnisme marocain par différents liens subjectifs, ou du fait des difficultés de contact. Nous ne parlons pas, bien sûr, de ceux qui s'y trouvent bien pour des raisons de classe ou, plus organiquement, par la frousse du petit-bourgeois devant la Révolution et ce qu'elle entraîne comme risques à prendre physiquement. Ceux-là, nous leur recommandons vivement de rester à leur place de déchets de l'Histoire. Mais les autres, militants attachés à leur patrie, à la Révolution arabe, à l'idéal du socialisme, désireux de lutter pour cet idéal, peuvent mesurer aujourd'hui l'ampleur des calomnies dont ils ont été abreuvés à propos des militants révolutionnaires. Ceux qu'un Ali Yata désignait comme étant inspirés par « les vapeurs de l'alcool » sont ceux que les brigades spéciales enlèvent, ceux que les flics torturent, ceux qui sont jetés en prison, ceux qui sont traqués. Nous n'avons pas voulu répondre aux insultes, aux calomnies, aux provocations. Aujourd'hui, de même, nous refusons de répondre sur ce terrain. Mais aujourd'hui il est temps de situer les problèmes. Les militants, tous les militants peuvent juger qu'il ne s'agit pas de paroles d'intellectuels en chambre, de paroles de rêveurs, de paroles d'aventuriers. Tous peuvent juger, et l'ennemi l'a bien réalisé, qu'il s'agit tout simplement de construire la Révolution, de construire le parti révolutionnaire marxiste-léniniste marocain, de faire notre devoir pour que notre pays devienne le foyer révolutionnaire de l'Occident arabe.

La condition première pour cela est de refuser, de rejeter, de liquider, de déraciner toute dépendance quelle qu'elle soit : organique, idéologique ou affective vis-à-vis de l'étranger, Etat ou organisation, quel qu'il soit. Nous devons assimiler le marxisme-léninisme comme méthode, nous devons assimiler l'acquis de cent vingt-cinq années de luttes du prolé-

riat international, l'acquis du mouvement révolutionnaire mondial, de ses victoires comme de ses défaites, dans ce qu'il a de lumineux comme dans ce qu'il a de sombre ; nous devons garder vivante l'idée que notre lutte, que la révolution arabe dont nous constituons avec nos frères mauritaniens et sahariens le front occidental, font partie de la révolution mondiale, l'idée que nous avons pour alliés dans le combat contre l'impérialisme espagnol, français et américain les prolétaires espagnols, français et américains ; nous devons avoir présent à l'esprit l'exemple des conquêtes révolutionnaires des peuples vietnamien, coréen, albanais et chinois, l'exemple du combat libérateur des peuples qui se lèvent en Afrique et en Asie et en Amérique latine. Mais nous devons intégrer cette méthode, ces acquis, ces échecs, ces exemples à la réalité concrète et vivante de notre pays, à la réalité concrète et vivante de la révolution arabe depuis les combats de nos frères palestiniens et du Golfe arabe jusqu'aux problèmes concrets, aux luttes concrètes qui sont notre responsabilité, dans l'Occident arabe. Nous devons construire, à partir de notre réalité concrète marocaine et arabe, la théorie marxiste de la révolution dans l'Occident arabe, partie intégrante d'une théorie marxiste de la révolution arabe ; nous devons construire dans notre lutte concrète le parti marxiste-léniniste marocain, partie intégrante du Front de libération de l'Occident arabe, partie intégrante de la Révolution arabe.

Ainsi pourrions-nous effectivement contribuer à construire la révolution arabe, à construire la nation arabe révolutionnaire et libre, la nation arabe libérée de l'impérialisme, du sionisme et de leurs valets. Ainsi apporterons-nous une contribution concrète à la révolution mondiale.

L'histoire du révisionnisme au Maroc est une vivante illustration de cette nécessité première.

Situons ici les limites de la présente étude :

— *Premièrement* : les racines historiques du révisionnisme mo-

derne et son cadre international ne seront évoqués que pour le minimum se rattachant directement à l'histoire du révisionnisme au Maroc ; nous comblerons ces vides dans une étude plus approfondie.

— *Deuxièmement* : il ne saurait être question pour nous — même s'il est arrivé à Ali Yata de ne pas se gêner dans ce domaine — de donner le moindre aliment à l'ennemi et à son appareil policier ; d'où la limitation, pour les périodes où le P.C.M. puis le P.L.S. ont été interdits, aux seuls faits du domaine public.

Enfin, les conditions de rédaction de la présente étude empêchent de disposer de bien des documents dont, au surplus, une large part — du fait même des conditions de la lutte passée et présente — n'a pu être conservée.

Cependant, en nous gardant de toute passion autre que la vérité révolutionnaire, nous pensons pouvoir retracer ici les axes principaux de ce qu'ont été le P.C.M. et le P.L.S. afin de mieux faire comprendre ce que signifie, ce qui subsiste encore au Maroc du révisionnisme.

Le noyau initial des militants communistes français

Le P.C.M. a été constitué en novembre 1943 par un groupe de militants communistes français appartenant aux milieux intellectuels petit-bourgeois, instituteurs, professeurs de lycée ou avocats. Avec eux s'étaient regroupés des militants syndicalistes français et espagnols appartenant cependant, étant donné la structure sociale nettement différenciée au Maroc entre ouvriers marocains et ouvriers européens, à un milieu professionnel plus proche des cadres que du prolétariat.

Ces militants apportaient l'expérience d'organisation et les méthodes de travail des P.C. européens

mais étaient marqués, en particulier pour les militants français qui constituaient la structure dirigeante du P.C.M., par le passé paternaliste et de « socialisme colonial » du P.C.F.

Sans nous étendre sur ce point qui s'intégrera à l'étude d'ensemble sur le révisionnisme, mais afin de ne pas déformer la réalité historique en la ramenant à quelques schémas, nous devons rappeler ceci : la classe ouvrière française a toujours été dans le monde capitaliste l'une des plus révolutionnaires, de Juin 1848 et la Commune gence du prolétariat comme classe, à Mai 1968 : première explosion de Paris de 1871 lors de l'émergence prolétarienne à caractère révolutionnaire dans la société capitaliste contemporaine. Mais, du fait de la structure de la société française où existe une importante petite-bourgeoisie, les courants révolutionnaires prolétariens ont été déviés par les idéologies petite-bourgeoises. Le socialisme petit-bourgeois français avait été particulièrement organisé sous la II^e Internationale, dans la période entre la Commune de Paris et la Révolution d'Octobre. La III^e Internationale, fondée par Lénine, avait permis pendant un temps aux courants prolétariens de prendre le dessus dans l'organisation initiale du P.C.F. Ceci s'était notamment marqué par l'action de ce parti contre la participation française à la guerre du Rif en 1925. Mais l'orientation opportuniste petite-bourgeoise reprit le dessus dans l'appareil dirigeant du P.C.F., en particulier lorsque, à partir de 1935, la III^e Internationale donne une priorité au front uni avec la bourgeoisie démocratique des pays capitalistes contre le fascisme. A partir de ce moment, et d'autant plus que ses noyaux révolutionnaires principaux ont été décimés dans la Résistance contre l'organisation nazie, le P.C.F. n'a cessé de se structurer comme parti réformiste et opportuniste, en particulier sur les problèmes coloniaux. C'est ce courant opportuniste et,

(1) Ce texte constituait la première partie — publiée dans le numéro 3 d'« Anfasse » — d'une étude consacrée à l'histoire du P.C.M.-P.L.S.

en fait, colonialiste qui animait notamment le groupe des députés communistes français qui se trouvaient déportés en Algérie et constituèrent à leur libération, en 1943, le groupe dirigeant des communistes français en Afrique du Nord sous domination coloniale française.

Cette orientation colonialiste trouva vite l'occasion de s'affirmer au Maroc. En janvier 1944, le P.C.M., sous la direction du député communiste français Jacques Gresa, spécialement envoyé d'Alger par le P.C.F., dénonça violemment le manifeste de l'Indépendance sous le prétexte que l'heure était à la lutte contre l'Allemagne nazie. Cette position colonialiste, prise dès sa naissance par le P.C.M., devait marquer son histoire, notamment dans les efforts que firent ses dirigeants marocains pour faire oublier cette tare originelle par leur opportunisme vis-à-vis de la bourgeoisie nationale.

L'apport des militants communistes espagnols

L'un des aspects qui a différencié les origines du P.C.M. et des P.C. algérien et tunisien a été l'apport des militants communistes espagnols. Ceux-ci ne venaient pas seulement d'une colonie espagnole relativement nombreuse, notamment dans le milieu ouvrier européen, ils venaient du milieu des réfugiés de la guerre civile d'Espagne venus au Maroc sous protectorat français après la victoire du fascisme. Parmi eux, à cette époque, se trouvait une forte organisation du P.C. d'Espagne qui joua un rôle non négligeable dans la première phase de développement du P.C.M., en particulier dans son organisation des Jeunesses communistes marocaines, qui eut très vite une composition plus marocaine et plus populaire que le P.C.M.

Si, à partir de 1946, le rôle du P.C.E. s'effaça et que, par la suite, l'organisation des J.C.M. s'intégra dans le P.C.M., cet apport spécifique du P.C.E. a pu contribuer au fait que le P.C.M. put acquérir, par différence aux P.C. algérien et tunisien, une relative autonomie par rapport au P.C.F., autonomie dont nous allons situer les limites, mais explique une décomposition moins rapide que celle connue par les deux autres P.C. maghrébins.

L'organisation du syndicalisme ouvrier

L'organisation syndicale de la classe ouvrière se développa impétueusement à partir de 1945. A la différence des noyaux qui s'étaient constitués en 1936 uniquement sur une base française, cette organisation, sous la direction de syndicalistes de nationalité française, s'étendit à l'ensemble du prolétariat marocain. Celui-ci avait déjà des bases importantes dans les mines et dans les usines qui s'étaient développées à Casablanca pendant la deuxième guerre mondiale, dans une ville comme Safi, également, autour de la pêche industrielle. Il ne cessa de se développer et, parallèlement, de s'organiser dans les annexes suivantes

avec l'installation au Maroc de nombreuses industries, due notamment aux perspectives d'une troisième guerre mondiale et d'un repli impérialiste sur l'Afrique du Nord, et au climat de spéculation créé par ce contexte.

Les militants syndicalistes français et espagnols qui constituèrent les noyaux de ces syndicats, eux-mêmes officiellement affiliés à la C.G.T. française, apportèrent non seulement les méthodes d'organisation du prolétariat d'Europe, mais ses traditions de combativité ouvrière, de lutte de classe. Le prolétariat marocain, dès sa naissance, acquit ainsi une expérience d'organisation et de lutte, et un sens de classe qui constitue l'une des caractéristiques principales de la structure des classes au Maroc.

Comme, de plus, ce développement et cette organisation se situaient au moment même où le mouvement national d'indépendance prenait son essor, l'idéologie paternaliste et réformiste des dirigeants étrangers de l'organisation syndicale ouvrière n'eut, dans les faits, aucune pénétration dans la classe ouvrière marocaine.

Mais l'on comprend en même temps que le contrôle apparent par le P.C.M., de la classe ouvrière marocaine à cette époque, était purement superficiel. Les militants ouvriers marocains qui s'intégraient au P.C.M. se trouvaient vite confrontés à une pratique quotidienne de type colonialiste et paternaliste, et ceux qui s'y laissaient absorber devaient bien montrer par la suite leur incapacité à devenir, de ce fait, des dirigeants politiques du prolétariat marocain.

Le travail à la campagne

A partir également de militants étrangers, se développèrent certaines organisations à la campagne. Celle qui eut le plus d'ampleur fut celle du Tadla. Ce fut un petit colon français, installé depuis longtemps dans la région, qui en fut l'initiateur. Il forma les premiers militants paysans du P.C.M. issus de la paysannerie moyenne ou pauvre. Il est cependant caractéristique de souligner que, si l'un des secrétaires marocains vient du Tadla, ce ne fut pas l'un de ces militants paysans, mais un petit fonctionnaire. Là encore, l'encadrement du P.C.M. — français puis marocain — s'organisait comme une tutelle de militants petits-bourgeois sur les militants prolétariens et paysans pauvres. De ce fait, le P.C.M., malgré, parfois, une combativité plus grande sur le plan local que les organisations du Parti de l'Istiqlal, ne put jamais susciter dans la masse des paysans pauvres le développement d'une conscience de classe spécifique. Lorsque la répression s'abattit sur ses organisations à la campagne, elles ne purent jamais être reconstituées.

L'intégration des militants marocains

Dès 1944, et en dépit des positions de janvier dont le P.C.M. ne

soulignait, sur le plan intérieur, que l'aspect protestation contre la répression, le P.C.M. put recruter des militants marocains. Compte tenu des éléments qui ont été évoqués, on comprend qu'il se maintient toujours, et ceci est resté vrai pour toute l'histoire du P.C.M. comme du P.L.S., une structure de classe au sein du parti, qui fit que les militants ouvriers ou paysans marocains ne jouèrent jamais un rôle effectif dans l'orientation du P.C.M. En revanche, certains militants d'origine petite-bourgeoise purent accéder aux postes de direction. Le plus connu en est Ali Yata. Ces militants, issus souvent du mouvement national, venaient au P.C.M. en particulier du fait du pouvoir d'attraction du marxisme dû, à l'époque, aux victoires de l'Armée Rouge soviétique sur le nazisme, et au prestige acquis par l'Union soviétique.

En 1946, l'action de ces militants dans le contexte où se situait le P.C.M. conduisit à l'élection d'un Comité central constitué, pour une large part, de militants marocains; Comité central qui publia ce qui a été appelé par le P.C.M. le « Manifeste d'août 1946 ». Ce Manifeste représentait un changement important par rapport aux orientations du P.C.M. depuis sa naissance. Il se prononçait pour l'indépendance et pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante. Mais il maintenait le cadre d'adhésion à l'Union française : Forme néo-coloniale avancée par l'impérialisme français, avec l'appui du P.C.F., pour répondre aux mouvements d'indépendance de ses colonies et particulièrement du Vietnam.

Ainsi ce Manifeste situait déjà ce qui n'a cessé d'être l'ambiguïté fondamentale du P.C.M. La marocanisation du P.C.M. s'est faite dans un cadre d'intellectuels petits-bourgeois, venus du nationalisme bourgeois. Le contenu du programme du P.C.M., comme par la suite du P.L.S., n'a cessé de se situer dans le sillage de la bourgeoisie nationale pour l'établissement d'une démocratie bourgeoise, mais placée dans le cadre de « liens privilégiés » sinon politiques, du moins économiques et culturels; dans le cadre, en fait, de liens de dépendance vis-à-vis de la puissance par rapport à laquelle se situait la dépendance du P.C.M. en tant que parti : à savoir la France tant que le P.C.M. était sous la tutelle du P.C.F., l'Union soviétique lorsque la tutelle devint plus directement celle du P.C.U.S. La conception de l'internationalisme pour le P.C.M., comme pour l'ensemble des P.C. arabes, était ramenée à la justification de cette ambiguïté. Le P.C.M. eut cependant, du fait des caractéristiques que nous venons d'évoquer, une plus grande sensibilité que les autres P.C. maghrébins aux problèmes nationaux marocains et arabes. Mais cette ambiguïté marqua, malgré tous ses efforts, le P.C.M. en tant que parti pour éclater avec le P.L.S. dans ses rapports avec le mouvement national marocain et arabe.

Sur les bases ainsi structurées, le P.C.M. participa désormais aux luttes du mouvement national. On comprend quelles en furent les limites et pourquoi il ne put organiser une véritable base de masses. Le passage du prolétariat marocain sous le contrôle de la bourgeoisie nationale est à cet égard particulièrement caractéristique.

Le prolétariat devient le centre de gravité de la lutte nationale

Dans le cadre de l'organisation syndicale qui s'était structurée, la classe ouvrière marocaine se lança dans de grandes luttes en 1947 et en 1948. L'ampleur de ces luttes fut telle, en 1948, qu'elle ébranla non seulement la puissance du patronat colonial, mais l'appareil même du protectorat. Dans les centres industriels et miniers, des grèves massives et généralisées se prolongèrent pendant plusieurs semaines malgré l'intervention de la police et de l'armée coloniale. Non seulement le patronat dut consentir d'importantes hausses de salaires, mais le protectorat dut accorder pour la première fois un certain nombre de garanties légales aux ouvriers marocains, mais en manœuvrant — pour les limiter — par le statut type de 1948. Ainsi le prolétariat marocain avait éprouvé sa force et vérifié les limites de l'action revendicative. Malgré la répression parfois sanglante, comme celle de Jerada, le prolétariat devenait la force motrice de la lutte contre l'appareil colonial, et le centre de gravité du combat pour l'indépendance passait de Fès à Casablanca. Mais le prolétariat, dont la conscience de classe s'était développée dans le cadre syndical, manquait d'une direction révolutionnaire pour prendre la tête du mouvement national.

La bourgeoisie nationale s'assure la tutelle politique du prolétariat

La bourgeoisie réalisa que la direction du mouvement national pouvait lui échapper si elle ne s'assurait pas le contrôle politique et idéologique de cette immense force révolutionnaire que représentait le prolétariat. De fait, si le P.C.M. avait su alors avoir une direction véritablement libérée de la tutelle du P.C.F., former de véritables cadres ouvriers nationaux en brisant la tutelle paternaliste et colonialiste des cadres syndicaux étrangers, et élaborer une véritable stratégie autonome vis-à-vis de l'étranger, autant que de la bourgeoisie nationale, pour la conquête de l'indépendance nationale, il aurait pu arriver ce qui est arrivé au Vietnam à partir de 1930. Et ceci aurait été d'autant plus nécessaire que la direction politique de la bourgeoisie nationale marquait déjà son incapacité foncière à élaborer une stratégie et sa tendance organique à se réfugier dans l'attentisme. A la répression, elle n'opposait que le recours à l'ONU et l'attentisme.

Mais les blocages internes dus aux structures du P.C.M. furent les plus forts. Il fut alors facile à la bourgeoisie nationale d'attirer sous sa direction le prolétariat marocain et de faire accéder à la direction de l'appareil syndical des militants qui, tels Mahjoub ben Seddik, devaient révéler par la suite leur orientation petite-bourgeoise et bureaucratique.

Ainsi, à la veille de la phase finale de la lutte pour l'indépen-

en moyenne), pour 8 à 10 heures de travail journalier. D'autres n'y ont même pas droit.

D'autre part, malgré l'effort important fourni par cette catégorie spéciale de prisonniers et leur participation à la production de la prison, ceux-ci ne bénéficient d'aucun aménagement spécial de leurs conditions de détention : rations alimentaires, habitat, vestimentaire, santé, etc. Seuls quelques-uns d'entre eux exercent des métiers éreintants ou exposés (feronniers, vernisseurs) reçoivent un supplément journalier d'un demi-litre de lait, d'une qualité douteuse.

En marge de ce secteur en existe un autre, de condition encore plus humiliante : la domestication des détenus. Hauts fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et de la justice, voire même de la police et d'autres départements peuvent disposer — à la seule condition d'en faire la demande — pour les besoins de leurs organismes ou de leur usage personnel, d'un contingent de détenus pour des tâches ménagères ou de factotum : manutention, jardinage, entretien, nettoyage, réfection, etc.

Pratiques de prison et corruption

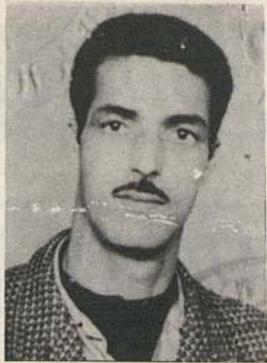
Officiellement digne de protection de la société contre malfaiteurs et méfaits, la prison n'en est pas pour autant à l'abri des maux secrets par cette même société, tels que le trafic d'influence, la corruption, la vénalité. Au contraire, on peut dire que c'est ici qu'elles atteignent le summum de la bassesse, le détenu n'ayant aucun autre recours, aucune possibilité d'appel ou de doléance. Certains geoliers peu scrupuleux servent d'intermédiaires dans cette entreprise de rançonnage du détenu et en tirent des pots-au-vin sans commune mesure avec les services rendus. Le paiement en nature est chose courante à côté d'autres modes de paiement faisant intervenir les circuits familiaux des détenus.

La gêne peut souvent pousser des geoliers honnêtes à avoir recours de temps à autre à des compléments de salaire de ce genre. Leurs propres conditions de vie n'étant pas plus brillantes que celles des détenus (salaire de 400 DH par mois en moyenne, avec des familles nombreuses à charge, des horaires intenable, une discipline militaire et une grande instabilité dans les fonctions occupées par manque de garanties sociales).

Le régime des jeunes prisonniers

C'est dans l'étude de cette catégorie bien différenciée de prisonniers que la démagogie officielle de l'administration pénitentiaire sur le rôle rééducatif de la détention prête le plus de flanc à une critique — par les faits — des conceptions correctionnalistes qui sont le fon-

UNE AUTRE CONDAMNATION A MORT PRONONCEE A MARRAKECH



Le militant El Khyari, connu sous le nom de Si Hammed AHOT, né en 1940 à Mesfioua, a été condamné par le tribunal de Marrakech à la peine de mort le 20 novembre 1972. Il avait été arrêté avec d'autres militants à la suite de la liquidation de l'agent provocateur El Monadi qui avait servi de témoin à charge lors du grand procès de Marrakech en 1971 où 5 condamnations à mort avaient été prononcées.

Le patriote Khiari, qui avait été participé à la Résistance Nationale attend aujourd'hui, avec d'autres militants condamnés à mort, le « bon vouloir du prince », l'oubli ou l'exécution.

Nous devons mener pour ce militant et tous les patriotes qui vivent l'attente quotidienne de la mort une campagne active pour les libérer des griffes du régime.

Liberté au militant El Khiari et pour tous les détenus politiques !

dement de la politique pénitentiaire du pouvoir.

Pour peu qu'on veuille bien se pencher sur le régime de détention des prisonniers en jeune âge — indépendamment même de l'étude des causes qui les ont amenés à être incarcérés — il devient clair que, loin d'être un lieu de rééducation, la prison n'est finalement rien d'autre qu'un centre d'expiation.

Voyons en quoi, dans notre cas, consiste cette prétendue rééducation. Officiellement, les P.P. (pupilles) vont à l'école. Mais pour faire quoi ? Pour apprendre quoi ? L'examen des programmes, des moyens et des méthodes d'enseignement montre le caractère purement symbolique et publicitaire de l'enseignement qui leur est dispensé, enseignement essentiellement moraliste (morale sociale, morale religieuse) sanctionné à la fin de l'année par des diplômes « bidons » qui ne reçoivent aucune équivalence, aussitôt franchis les murs de la prison, et qui n'ont aucun cours sur le marché de l'emploi, à l'image des casiers judiciaires chargés. Ainsi, objectivement, dès sa sortie de prison, le jeune prisonnier retombe dans l'univers de la délinquance.

Par ailleurs, alors même que leur jeune âge nécessiterait des conditions de détention moins draconiennes et moins répressives, une ration de « croissance » et une assistance morale, leur statut — nous l'avons vu — n'est pas sensiblement différent de celui des adultes : ration standard, promiscuité, corvées...

La résistance des prisonniers face à la répression Les luttes

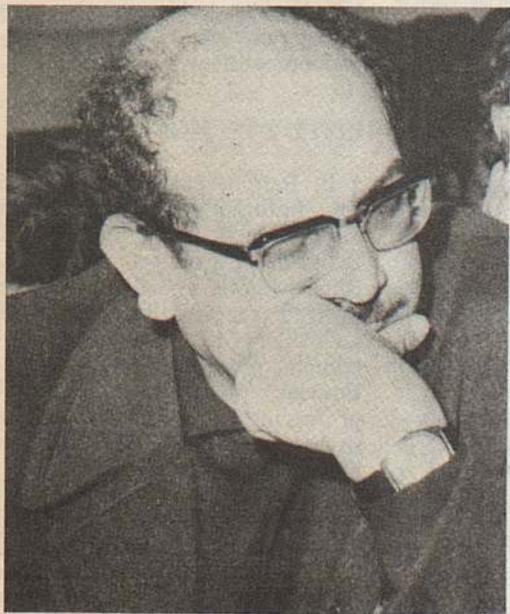
Face à cette répression, les détenus se pré-

sentent en rangs désunis, dispersés, sans l'expérience nécessaire des luttes collectives sur des revendications communes, conformes à leurs droits bafoués par des règlements grotesques. Aussi, les formes de résistance sont-elles — quand elles existent — essentiellement individuelles et suscitées davantage par le désespoir que par une détermination dans la lutte pour modifier un statu-quo.

A l'exception de quelques rares exemples de luttes collectives (grèves de la faim de groupes de détenus pour l'amélioration de leurs conditions ou pour que soit mis fin à une prévention prolongée ou à une détention abusive, intervention de prisonniers pour mettre fin au châtement corporel d'un des leurs ; auto-défense contre les brutalités de certains gardiens, etc.), c'est principalement des actions spontanées et négatives que l'on enregistre. L'ingestion de produits toxiques (grésyl, poudre de verre) pour attirer l'attention, et l'auto-lacération à coups de lames ou de corps tranchants sont la monnaie la plus courante. Mais on a vu des détenus se jeter du haut des bâtiments et se fracturer pour protester contre telle ou telle mesure arbitraire.

De plus en plus cependant, du fait de la prise de conscience générale à l'échelle du pays, des développements récents de la lutte anti-répression et de l'incarcération d'un nombre de plus en plus élevé de militants ouvriers et de jeunes du mouvement populaire, la volonté de lutte générale des masses populaires tend à faire contagion et à pénétrer au sein des prisons, devenues aujourd'hui seules vivants de l'injustice et de l'arbitraire. ■

LE REPRESENTANT DE L'O.L.P. EN FRANCE VICTIME D'UN ATTENTAT SIONISTE



Le militant Mahmoud El Hamchari a été victime, le 8 décembre 1972, à Paris, d'un attentat à la bombe à son domicile.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne terroriste menée par les services spéciaux israéliens et qui vise à la liquidation physique des représentants de la Résistance Palestinienne à l'étranger et à la neutralisation de leurs organisations.

Ghassan Kanfani à Beyrouth, Fouad Chemeli à Genève, Wael Zwaïter à Rome, aujourd'hui Mahmoud El Hamchari qui en réchappe par miracle mais qui est toujours dans un état grave à l'hôpital : la liste des victimes du terrorisme sioniste s'allonge. Il est temps d'y faire échec.

Nous estimons, à cette occasion, qu'il ne suffit pas d'élever des protestations ou de stigmatiser les auteurs de cet attentat.

Ce qui nous incombe, ce qui incombe aux militants arabes à l'étranger, ainsi qu'aux militants révolutionnaires européens, c'est la mobilisation de masse, c'est l'organisation d'une puissante campagne pour mettre un terme aux menées sionistes et racistes dirigées contre les militants palestiniens et l'ensemble des travailleurs et étudiants arabes.

Au nom d'« Anfasse » nous présentons au camarade El Hamchari et à ses compagnons de lutte le témoignage de notre totale solidarité.

(Traduit du numéro 3 d'« Anfasse » paru le 15-12-1972).

Renforçons notre soutien aux détenus politiques

LE pouvoir, face au développement impétueux du mouvement de masse, durcit sa politique répressive ; il prend la forme définitive d'un Etat policier qui ne survit que grâce à son appareil de terreur. Comme tout régime anti-populaire, il ne peut opposer aux aspirations des masses que la coercition et la violence policière. Les massacres du Rif en 1958, la liquidation physique systématique des patriotes de l'A.L.N. et de la Résistance Nationale, l'écrasement du soulèvement de Casablanca en 1965 et des insurrections paysannes comme celle des Ouled Khalifa en 1970, les arrestations, la torture et l'assassinat des militants progressistes, tels sont les crimes d'un régime en décomposition qui laissera un sillage sanglant dans l'histoire de notre pays.

Des dizaines de militants progressistes croupissent encore dans les geôles médiévales du régime, après avoir subi dans leur chair, dans leur dignité d'homme les pires atteintes. Mais aujourd'hui ces militants se dressent et mettent en jeu leur vie même, pour briser le mur du silence.

POURQUOI ces militants sont-ils détenus ?

Ils sont incarcérés parce qu'ils se sont engagés résolument dans les luttes des masses, dans les luttes de la jeunesse en colère, qu'ils se sont mis au service du peuple, au service de la cause révolutionnaire.

Ils ont engagé dans la lutte tous leurs moyens — momentanément limités — pour diffuser l'idéologie révolutionnaire au sein des masses en vue de les armer dans leur combat contre la domination de la réaction et de l'impérialisme, en vue d'édifier le Parti autonome du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaire.

Voilà les charges qui pèseront sur ces militants lors de leur procès, voilà les crimes qu'ils reconnaîtront hautement et qu'ils renverront à la tête des tribunaux du régime.

Les détenus de Casablanca ont été livrés, après leur arrestation, aux tortionnaires des services spéciaux pour leur arracher des déclarations et des aveux. Les tortionnaires leur ont fait subir pendant plus d'un mois les pires sévices qui les ont marqués physiquement, et marquent encore certains d'entre eux.

Après les tortionnaires, ce fut le « Juge d'instruction » qui les a pris en main pour les accuser, sur la base des dossiers établis par la police, d'atteinte à la sécurité de l'Etat.

Et depuis mai dernier, les détenus vivent les conditions les plus dures : interdiction de soins médicaux pour les détenus malades, interdiction de visite aux proches et aux amis, interdiction de toute lecture. Les droits les plus élémentaires se trouvent ainsi bafoués par le pouvoir et son administration pénitentiaire.

Malgré toutes ces mesures répressives, malgré la torture, malgré l'isolement, ils continuent à lutter de l'intérieur de leur prison. Ils ont déclenché à deux reprises une grève de la faim en signe de protestation contre les conditions dégradantes qu'ils endurent.

Les détenus ont repris la lutte, la grève de la faim commencée le 28 novembre dure encore, plusieurs d'entre eux ont dû être hospitalisés après plus d'UN MOIS de grève.

Par leur courage et leur combativité, les camarades détenus nous donnent un exemple de ce que doit être l'attitude des militants révolutionnaires face à la répression.

Encore récemment le pouvoir a frappé : quelques jours à peine après la clôture du XV^e Congrès de l'U.N.E.M. (l'Union Nationale des Etudiants du Maroc), le pouvoir a donné l'ordre d'enlever le camarade Abdelaziz El Mnebhi, nouveau président de l'U.N.E.M., ainsi que le camarade Loudiyi, membre du Comité Exécutif de la même organisation.

Les déclarations du Comité Exécutif de l'U.N.E.M. à ce sujet et les nouvelles parvenues du Maroc jusqu'aujourd'hui, s'accordent sur la disparition

de notre camarade A. El Mnebhi, enlevé par les forces de répression devant le siège de l'U.N.E.M.

Les forces de répression ont procédé à Marrakech et à Sefrou à l'enlèvement d'un grand nombre de militants. Parmi les noms connus à ce jour, il y a celui de Naciri, directeur du Collège El Khatabi à Casa et celui de Lhoucine Akbich, ouvrier marocain immigré.

NOUS lançons un appel aux organisations progressistes marocaines, aux organisations progressistes arabes et à toutes les forces démocratiques dans le monde :

— Pour qu'elles dénoncent les tortures que les sbires du régime réactionnaire infligent aux militants dans les prisons et les centres de Renseignements, les conditions dégradantes imposées aux détenus au déni de toute justice.

— Pour qu'elles mènent une active campagne d'informations sur toutes les atrocités commises par ce régime et son appareil policier.

— Pour qu'elles exigent avec vigueur la liberté de tous les détenus politiques.

Notre devoir est de renforcer plus que jamais notre soutien à tous les militants arrêtés ou enlevés.

Le régime réactionnaire marocain reporte indéfiniment le procès des détenus de Casablanca, et nul n'ignore les intentions qui président à ce retard que nous dénonçons avec force.

« Anfasse », en lançant cet appel à la solidarité aux militants détenus est convaincu que le soutien décisif ne peut venir que du développement des luttes des masses, par leur extension à tous les fronts.

Nos camarades détenus ont fourni et continuent à fournir des efforts considérables. Nous devons tous renforcer le soutien que nous leur apportons, l'élargir pour faire échec à la politique du pouvoir qui vise à retarder leur procès.

ANFASSE - n° 2
(Traduit de l'arabe)

Les arrestations opérées dans les rangs du mouvement progressiste national depuis février 1972, et qui avaient frappé en particulier les rédacteurs de la revue « Souffles » et les militants solidaires de son orientation, ces arrestations avaient immédiatement suscité une vaste campagne de protestations et de soutien au Maroc même, à l'étranger et notamment en France. Nous estimons utile à l'information de nos lecteurs de donner la liste des signataires qui avaient répondu à l'appel des comités de solidarité qui se formèrent alors, qui ont poursuivi et poursuivent toujours leur action vigilante contre la répression au Maroc. La victoire des grévistes de la faim montre bien combien ce soutien est précieux à la cause démocratique dans notre pays.

A l'appel du Comité de lutte contre la répression au Maroc et du Comité de défense de la revue « Souffles », les personnalités dont les noms suivent ont signé le texte suivant :

Depuis plus d'un an, le mécontentement ne cesse de grandir au Maroc dans les classes laborieuses des campagnes et des villes et dans la jeunesse devant la multiplication des scandales financiers, la corruption et la confiscation des terres paysannes au profit des grands propriétaires.

Le régime ébranlé par le coup d'Etat manqué de Skhirat ne trouve d'autre recours que de réprimer les luttes populaires. Pour terroriser les masses, il arrête et torture férocement des manifestants et tous ceux qui expriment la colère du peuple.

NOUS,

— Dénonçons les enlèvements et les tortures ;

— Dénonçons les procès préfabriqués dont les chefs d'inculpation font peser sur les inculpés les menaces les plus graves ;

— Exigeons la libération de tous les détenus politiques, la cessation des poursuites et l'annulation des condamnations.

LISTE DES SIGNATAIRES

J.-P. Bardat, étudiant ; Jean Baubert, historien ; Jacques Beaumont ; Simone de Beauvoir, écrivain ; Marc Beigbeder, professeur et écrivain ; Michel-Edouard Bellet ; M^e Berges, avocat ; Jacques Berque, professeur au Collège de France ; Charles Bettelheim, professeur et écrivain ; Jean Bouvier, professeur ; Jean Bruhat, professeur ; J. Chataigner ; Jean Citroën ; Marianne Debouzy ; François Della Souda ; Rosine Delort ; R. Dommargue ; Joby Fanon ; Jean-Pierre Faye, écrivain ; Jean-Jacques de Félice, avocat ; René Gallisot, enseignant université Vincennes ; Robert Geinut ; Daniel Guérin, écrivain ; René Heller, professeur à Paris-VII ;

la libération de tous les détenus politiques

Pétitions et communiqués contre la répression au Maroc

Benoît Joachim, université de Vincennes; Paul Keller; Julia Kristeva, professeur à Paris-VII; Eric Landowski, C.N.R.S.; Yves-Noël Lelouvier, directeur littéraire Editions du Cerf; Bernard Leclerc, étudiant; Edgar Lederer, professeur à la faculté des Sciences d'Orsay; A.-P. Lentin, journaliste; Emmanuel Levyne, revue « Tsedek »; Vincent de Looze, vice-président international du Bureau national de l'U.N.E.F.; Pierre Madaule, économiste; Serge Mallet, professeur; Benedetto Manacorda; Jacques Marseille; Léo Matarrasso, avocat; pasteur Mathiot; Jean Maurin; Jacques Megrand; Mélina Mercouri; pasteur Ambroise Monod, Christianisme social; Pierre Moreau, éducateur; Claude Mossé; maître Moussa; Gilbert Murry, sociologue; Nicole Olivier-Langer, peintre; Pierre Jean Oswald, éditeur; pasteur Parmentier; Roger Plat, étudiant; Alain Plessis; Vincent Raedecker; Madeleine Reberieux; Giselle Reboul; Odile Redon; Michel Rocard, secrétaire général du P.S.U.; Marie-France Rouan; Jean-Paul Sartre, écrivain; Philippe Sollers, directeur de la revue « Tel quel »; Michel Thery, assistant à Paris-IX; Lucette Valensi; Paul Vieille, sociologue; Catherine Vieille; Agnès Vieille; Emmanuelle Vieille; Nicole Vieille-Nesse; Michel Wagner, secrétaire général de la Cimade; Philippe Well; Claude Willard; Aderraman Yousoufi, avocat, secrétaire général adjoint de l'Union des avocats arabes, chargé des Affaires européennes.

(25 avril 1972.)

Les personnalités suivantes ont donné leur adhésion au Comité de défense de la revue « Souffles » durant le mois de février 1972. (Cette liste ne prétend pas être complète; elle ne cite pas, en particulier, les noms, nombreux, de ceux qui, à Bordeaux, Toulouse, Bruxelles et ailleurs, contribuent à ce mouvement de solidarité.)

Driss Chraïbi, écrivain marocain; M^{me} Michèle Beauvillard, avocat; Olivier Carre, sociologue; pasteur J.-P. Gabus; J.-P. Gern, professeur à l'université de Neuchâtel; J.-P. Milou, professeur à l'université de Nanterre; Georges Montaron, directeur d'« Hebdo T.C. »; René Rindorf, membre du Comité national Palestine, Bruxelles; Maxime Rodinson, directeur d'études à l'École pratique des hautes études; Dr Schapira, professeur à la faculté de Médecine de Paris; Bernard Schreiner, journaliste à « Hebdo T.C. »; Pierre-Luc Seguilon, journaliste à « Hebdo T.C. »; Madeleine Trebous, journaliste.

APRES VINGT-DEUX JOURS DE GREVE DE LA FAIM SIGNATURE DE PETITIONS DE SOLIDARITE AVEC LES DETENUS POLITIQUES

La grève de la faim déclenchée par les quarante-huit détenus incar-

nés à la prison civile de Casablanca entre aujourd'hui dans sa vingt-deuxième journée sans que les responsables entreprennent une action en faveur de ces détenus.

Devant ce mutisme et cette insouciance du ministère de la Justice dont l'attention a été attirée à maintes reprises sur les graves conséquences qui peuvent découler de cette attitude passive, compte tenu de la détérioration continue de l'état de santé desdits détenus dont un grand nombre sont actuellement hospitalisés, et à la suite de la conférence de presse tenue dimanche par l'Union nationale des ingénieurs à l'annexe du siège du Parti de l'Istiqlal à Rabat, plusieurs personnalités ont décidé de signer des pétitions en guise de solidarité avec ces quarante-huit détenus qui se sont mis en grève pour protester contre le refus des responsables de satisfaire leurs revendications légitimes et contre le non-respect des droits reconnus universellement aux détenus politiques.

Il convient de rappeler que cette liste n'est pas encore close et que toute personne désirant appuyer ces détenus politiques peut signer cette pétition.

TEXTE DE LA PETITION

Depuis plus de deux semaines, quarante-huit détenus politiques mènent une grève de la faim demandant le respect de leurs droits légitimes.

Nous soussignés :

— Exprimons notre indignation vis-à-vis de la fin de non-recevoir, et leurs atermoiements malgré l'état grave des détenus,

— Soutenons leurs justes revendications et exigeons des autorités responsables qu'elles les prennent en considération et qu'elles arrêtent les mesures conformes au respect des droits de l'homme, et dans le respect d'une véritable démocratie.

Abdelhafid Kadiri, Aboubakir Kadiri, Mohamed Lyazghi, Ahmed Reda Guedira, Abdelouhed Belkiz, Allal El-Fassi, M'Hamed Douiri, Dr Mohamed Lahbabi, Dr El Hadi Messouak, Abdelkrim Ghallab, Abdelhaq Tazi, Mohamed Abed Jabri, El Hachemi Bennani, Haj Omar Ben Abdeljalil, El Hachemi Fillali, Dr Abdellatif Berbich, Dr Azzedine Laraki, Dr Abderhamme Kadiri, Mohamed Brik, Ahmed Belyamni, Ali Yata, Mohamed Lakhssassi, M'Hamed Boucetta, Mohamed Benchekroun, Abdelaziz Bennani, Mohamed Abdelhadi Kebbab, Abdelmajid Semlali, Dr Mehdi Ben Aboud, Abderrezak Afillal, Aya-che El Madani, Mohamed Jazouli, Abdelaziz Bellal, Mohamed Saad Alami, Abderrahman Ben Amar, Mohamed Jouahar, Mohamed Bourkadi, Abdellah Barzi, Taïeb Samli, Abdel Moumen, Mohamed El Azouzi,

Abdelslam Mansouri, Mohamed Mansour, Mohamed Larbi Messari, Ismaël Abdel Moumen, Mohamed El Azouzi, Dr Nasser Ben Mohamed, Dr Maaouni Ali, Dr Taïeb Chkili, Dr Mohamed Kadi Soussi, Dr Mouloud Abou Zakaria, Dr Bortal, Dr Hamza El Ouazzani, Dr Ben Amar, Dr Abdelhakim Tazi, Dr Amine Malki, Dr Abdelatif Cherkaoui, Dr Omar Cherkaoui, Dr Abdelkaler Tounoussi.

(« L'Opinion » et « Al Alam » du 20 décembre 1972.)

NOUVELLES SIGNATURES

APRES LE 20 DECEMBRE 1972

Abdeslam Hijji, El Amine Benjeloune, Haj Mohamed Boutaleb, Haj Abdeslam Guessous, Idrissi Kaïtoui Mohamed, Abbès Berrada, Ismaël Alaoui, Mohamed Farouki, Mohamed Dakka, Abdeljabbar Shimi, Ahmed Sabri, Taïeb Darkaoui.

Extraits du communiqué du comité national contre la répression au Maroc

Notre pays a connu et connaît encore une suite de campagnes de répression caractérisées par les enlèvements, des emprisonnements, la torture et des parodies de procès contre tous les militants progressistes et nationalistes qui ont exprimé leur fidélité à la juste cause du peuple marocain.

Mais les procès, les enlèvements, les emprisonnements et les tortures n'ont fait que raffermir la détermination des militants à affronter le pouvoir et leur dévouement à la cause des masses populaires.

La répression ne se limite pas à la torture et l'emprisonnement, elle se poursuit à l'intérieur même des prisons. La répression sévit dans toutes les prisons du régime à Kénitra, Marrakech, Casablanca, etc.

C'est pour protester contre leur situation dramatique que les détenus politiques de Casablanca (49 détenus : ouvriers, paysans, étudiants, enseignants, enlevés ou arrêtés illégalement depuis plus de 8 mois, sans qu'il y ait de procès) ont entamé une grève de la faim illimitée.

Nous rappelons que les accusations dont font l'objet ces militants, ce sont (comme d'habitude) :

- atteinte à la Sécurité de l'Etat ;
- tentative de renverser le régime ;
- port d'armes ;
- fabrication d'explosifs.

Ces militants avaient fait déjà une grève d'avertissement de 48 heures pour protester contre les conditions de détention. L'administration pénitentiaire refusa de répondre à leurs légitimes revendications et de respecter leurs droits de détenus politiques.

Malgré leur grève d'avertissement, rien ne fut changé à leur condition de détention. Cette situation les a amené à commencer une grève illimitée de la faim depuis le 29 novembre pour imposer leurs revendications :

- la levée de la censure sur les livres, les revues, les journaux et autres moyens d'information ;
- l'amélioration du régime alimentaire et sanitaire ;
- l'ouverture du procès, après une détention de plus de 8 mois.

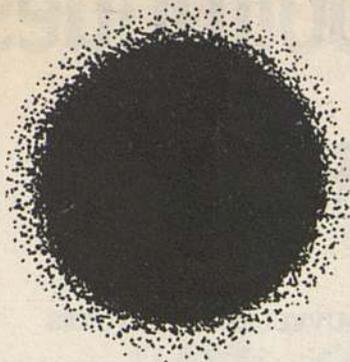
LE COMITE NATIONAL CONTRE LA REPRESSION :

- condamne la politique de répression qui frappe les militants et les persécute dans les prisons mêmes ;
- salut la détermination de ces militants et considère qu'il est temps de commencer un travail sérieux au niveau national pour imposer le respect des droits des prisonniers politiques ;
- Lance un appel ardent à toutes les forces vives au Maroc pour se solidariser avec ces militants et concentrer tous nos moyens pour imposer le statut de détenus politiques.

Signé par les organisations membres du Comité National contre la Répression :

- L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU MAROC ;
- LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT ;
- L'ASSOCIATION DES JEUNES AVOCATS ;
- L'UNION NATIONALE DES INGENIEURS.

Le 29 novembre 1972.



AGRESSIONS POLICIÈRES contre les cités universitaires

LA POLICE ENERCLE LA CITE UNIVERSITAIRE, ARRETE LES ETU- DIANTS ET EXPULSE LES ETUDIANTES

A la suite de la grève qu'ils ont déclenchée dans certaines régions du pays, les enseignants du second cycle ont organisé une manifestation devant les locaux du Ministère de l'Education Nationale et furent dispersés par la police.

De leur côté, les étudiants de l'Université Mohammed V ont organisé eux aussi une manifestation devant le ministère de l'Enseignement au cours de laquelle la police est intervenue pour les disperser, cette intervention a fait plusieurs blessés parmi les étudiants et dont le nombre s'élève à 12 évacués sur l'hôpital Avicenne.

Après quoi, les étudiants ont tenu une Assemblée générale à la Cité Universitaire qui a duré 5 heures et au cours de laquelle ils ont exposé leurs revendications concernant notamment :

- Le respect de l'enceinte universitaire violée à maintes reprises par la police comme il a été le cas vendredi matin lorsqu'elle a envahi les locaux de la Faculté de Lettres à Rabat et a blessé plusieurs étudiants ;
- la libération des détenus politi-

ques, en particulier les professeurs et les étudiants ;

— la levée de l'encerclement du siège de la Centrale Syndicale ;

— l'évacuation par les forces de l'ordre des locaux de l'Ecole des Mines ;

— la satisfaction des revendications estudiantines en ce qui concerne les bourses, le logement, les restaurants et d'autres questions à caractère syndical.

Au terme de cette Assemblée générale, les étudiants ont décidé de déclencher une grève préventive de 72 heures en guise d'appui à leurs revendications.

Les choses devaient s'arrêter à ce stade mais à la surprise de tout le monde les forces de l'ordre ont encerclé à 3 heures du matin la Cité Universitaire à l'Agdal empêchant ainsi toute circulation et provoquant une vive inquiétude chez les populations résidant dans cette région.

Se servant d'un haut parleur, les « forces de l'ordre » invitaient les étudiants (filles et garçons) à évacuer leurs chambres pour les arrêter ensuite ou les expulser comme cela a été le cas pour les étudiantes originaires le plus souvent d'autres villes du Ma-

roc qui n'ont personne chez qui elles peuvent loger.

A cet égard, il convient de signaler que plusieurs militants parmi les dirigeants des deux centrales syndicales ont été arrêtés.

Par ailleurs, nous avons su que la police a procédé hier à l'encerclement de la nouvelle cité universitaire au Souissi et a employé les mêmes procédés répressifs à l'encontre des étudiants. L'évacuation des étudiants de la Cité Universitaire crée des problèmes très graves que sous-estiment certainement ceux qui ont donné l'ordre de tels procédés.

Le problème se pose avec beaucoup d'acuité surtout pour les étudiantes qui ont été empêchées jusqu'à 6 heures du soir de quitter la station d'essence qui se trouve en face de l'ancienne Cité Universitaire et dans laquelle elles se sont réfugiées.

Cet acte irréflecti entre dans la série des drames qui ont marqué l'histoire de l'enseignement dans notre pays ces dernières années et qui sont à l'origine de la dégradation de notre enseignement universitaire.

En effet les revendications formulées il y a des années aussi bien par les étudiants que par les professeurs n'ont jamais été satisfaites contrairement à ce qui devait être fait pour éviter de se trouver devant une telle impasse.

Certes, le problème de l'enseignement nécessitait une solution radicale mais des gouvernements du genre de ceux qui se sont succédés depuis 1963 ne pouvaient résoudre une question aussi complexe que celle de l'enseignement, car ils étaient incapables de se rendre compte des réalités, ou de voir à long terme pour épargner le pays des dangers de telles secousses.

Mais si le gouvernement s'est rendu compte qu'il est incapable de résoudre la crise où se débat notre enseignement il devait au moins satisfaire les revendications syndicales, chose qu'il n'avait faite ni cette année, ni auparavant.

D'ailleurs, il ne fallait pas pour affronter cette crise encercler les Cités Universitaires arrêter les étudiants et expulser les étudiantes ! car de tels agissements ne peuvent que rendre la tension de plus en plus tendue et ont été à l'origine de tous les troubles qu'avait connus l'Université marocaine ces dernières années.

Nous attirons l'attention du gouvernement qu'il est encore temps de remédier à la situation en libérant les détenus et en répondant favorablement aux doléances légitimes des étudiants...

L'Union Nationale des Etudiants du Maroc a diffusé un communiqué dans lequel elle réaffirme sa volonté de faire respecter l'enceinte universitaire et la réalisation des revendications estudiantines légitimes.

(L'opinion du 10 décembre 1972.)

COMMUNIQUE DE L'UNION NATIONALE DES INSPECTEURS D'ENSEIGNEMENT

Par ailleurs, à la suite des événements qui se sont déroulés à l'Ecole Régionale d'Instituteurs de Rabat, l'Union Nationale des Inspecteurs d'En-

seignement a diffusé hier un communiqué dans lequel elle dit avoir « accueilli avec une profonde indignation l'interdiction aux enseignants de Rabat de tenir une réunion au siège de l'Ecole Régionale des Instituteurs ». Le communiqué dénonce « la violation de l'établissement par les forces de répression policières « C.M.I. » et la poursuite dans la rue pour les empêcher d'aller manifester devant les portes du « ministère de l'Education » en vue de protester contre cette intervention illégale.

Après s'être élevé « contre les vils procédés auxquels ont eu recours les responsables de l'enseignement à tous les niveaux, le communiqué manifeste aux instituteurs et institutrices « la solidarité de l'UNIE qui luttera contre toute tentative qui ne tiendrait pas compte de leurs revendications légitimes ou qui tendrait à faire de l'école un centre de police ou de nendarmerie ».

GREVE DE SOLIDARITE DES ENSEIGNANTS MAROCAINS DE L'INSTITUT AGRONOME ET VETERINAIRE HASSAN II

Nous avons reçu des enseignants marocains de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II à Rabat le communiqué suivant :

L'Université a été le théâtre de nombreux événements d'une gravité sans précédent :

— une grève des enseignants de la Faculté des Lettres pour protester contre les mauvaises conditions pédagogiques de la rentrée, ainsi que le matraquage des étudiants à l'entrée de la Faculté des Lettres et la violation par le Ministère de l'autonomie de l'Université ;

— l'expulsion des étudiants des Cités Universitaires et l'arrestation d'un certain nombre d'entre eux, aboutissant à la perturbation de la rentrée et à la paralysie de l'Université ;

— Considérant que les revendications des enseignants de la Faculté de Lettres sont légitimes et justifiées ;

— Considérant que l'attitude des responsables remet en cause les acquis d'autonomie et d'inviolabilité de l'Université qu'ils s'étaient officiellement engagés à respecter ;

— protestant contre la répression qui s'abat sur les étudiants ;

Les enseignants marocains de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II ont déclenché une grève de solidarité de 24 heures le mercredi 13 décembre 1972.

GREVE DE LA FAIM A OUJDA

Les élèves instituteurs de l'Ecole Régionale Ibn Khaldoun à Oujda ont déclenché hier vendredi une grève de la faim en signe de protestation contre la violation par la direction de l'école des dispositions de l'accord conclu entre elle et les élèves.

DROLES DE MESURES

Les élèves des établissements secondaires à Salé ont été surpris hier de voir des agents de police les embarquer dans des fourgonnettes et les conduire au commissariat de police où on a procédé au relèvement de leurs empreintes digitales et à l'inscription de leurs noms, ainsi que celui de leurs parents sur un registre spécial.

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS

Communiqué n° 3

Le Comité Exécutif de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc informe l'opinion nationale et internationale que la nouvelle cité universitaire a été envahie à son tour par les forces de répression « goumiers » et « C.M.I. » équipés de leur tenue de combat (armes, chiens policiers...), aujourd'hui mardi 12 décembre 1972 à 5 heures du matin.

Après avoir lancé un appel aux étudiants par les haut-parleurs leur demandant d'évacuer la cité universitaire avec leurs bagages, et après le refus catégorique des étudiants de quitter la cité universitaire, les forces de répression les ont évacués de force et ont appréhendé un grand nombre d'étudiants.

Nous tenons aussi à informer l'opinion publique que le siège de notre organisation est toujours encerclé par la police.

En portant à la connaissance de l'opinion publique cette nouvelle agression barbare, nous affirmons la volonté du mouvement estudiantin de résister à toutes les provocations jusqu'au dernier souffle.

VIVE LE MOUVEMENT ESTUDIANTIN !

Le Comité Exécutif.
12 décembre 1972

Communiqué n° 4

Après les attaques continues contre les cités universitaires et contre les étudiants et les étudiantes de la faculté des Lettres dont treize sont toujours à l'hôpital Avicenne dans un état grave, près de cent étudiants ont été incarcérés lors de l'attaque de la nouvelle cité universitaire le mardi 12 décembre 1972 à 5 heures du matin. Parmi ces étudiants se trouve un membre du comité exécutif, le camarade Sekkat Hassan et deux membres du conseil administratif, les camarades Serafi et Argal.

Nous portons à la connaissance de l'opinion nationale et internationale les faits suivants :

1) Ces étudiants font l'objet actuellement de sauvages tortures à l'intérieur des commissariats, et surtout les responsables : Sekkat, Serafi et Argal. De même que l'étudiant Yahya. La torture de ces militants continue toujours.

2) Le pouvoir cherche à faire évacuer l'université et expulser les étudiants. Ainsi, les commissaires offrent aux étudiants des billets de voyage, en leur demandant de quitter Rabat dans les vingt-quatre heures.

3) Les étudiantes sont l'objet de provocations délibérées de la part des forces répressives. C'est ainsi qu'une étudiante de la faculté des Lettres a été terrorisée en essayant d'entrer au siège de l'U.N.E.M.

A l'instant même (15 h 30) on vient d'apprendre par l'intermédiaire de la corporation de la fac des Lettres que cet établissement commence à être encerclé par les forces de C.M.I. et les forces auxiliaires.

Le Comité Exécutif.
14 décembre 1972.

UNE PREMIÈRE VICTOIRE : SEULE LA LUTTE PAIE

Après plus de 30 jours de grève de la faim, les détenus politiques de la prison civile de Casablanca, forts du soutien des forces démocratiques dans notre pays et dans le monde, viennent d'enregistrer une première victoire. Nous reproduisons ici le communiqué diffusé par leurs avocats :

Les avocats chargés d'assister les 48 détenus politiques de la prison civile de Casablanca portent à la connaissance de l'opinion publique nationale et étrangère que la grève de la faim déclenchée le 28 novembre a cessé le 29 décembre à 19 heures.

Tous les détenus se trouvent actuellement à l'hôpital Averroès pour recevoir les soins qu'exige un état de santé devenu alarmant après un mois de privation de toute alimentation.

La grève a pris fin parce que le ministre de la Justice a admis de satisfaire l'essentiel des revendications des détenus et donné les instructions nécessaires aux autorités intéressées pour veiller à l'exécution des engagements pris.

Le directeur adjoint de l'administration pénitentiaire a été chargé de notifier directement la teneur des décisions prises aux détenus et veiller au transfert de ceux-ci à l'hôpital.

La question du statut pénitentiaire du détenu politique, pour lequel les inculpés sont déterminés à continuer la lutte, demeure posée aux autorités compétentes, qui ont perçu la nécessité de lui trouver une solution adéquate. Le problème sera résolu dans le cadre de la reconsidération du rapport politique et de la révision — qui en sera la conséquence — des textes régissant la procédure pénale et le système pénitentiaire. Il sera alors admis que toute équipe politique exerçant le pouvoir traitera ses opposants avec les

égards auxquels, en tant que tels, ils ont droit, tant il est vrai qu'un traitement digne pour un détenu politique est un simple corollaire du respect de l'idée démocratique, pour laquelle les détenus combattent, et qui constitue la cause réelle de leur inculpation.

L'accord a permis la suspension d'une grève dont le caractère alarmant a fini par inquiéter les responsables, après les fins de non-recevoir qu'ils ont d'abord opposées à ceux des défenseurs — notamment Maître Mohamed Berrada — qui ont cru de leur devoir de leur signaler la gravité de la situation dans laquelle se trouvaient les détenus.

Le principe de la solution adoptée a fini par être arrêté

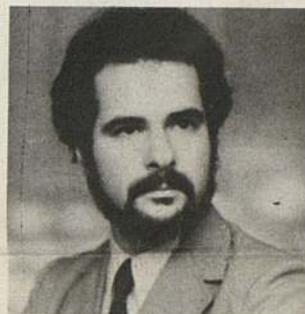
le 27 décembre, entre Monsieur le Ministre de la Justice et le délégué des avocats constitués, Maître Omar Bengelloun. Les modalités d'exécution ont été définies le lendemain, entre ce dernier et Maître Abderrahim Berrada, d'une part, et les hauts responsables du ministère de la Justice, d'autre part.

Il reste, cependant, que si ce résultat a été obtenu, c'est grâce à la détermination des détenus, au courage et à la patience de leurs familles, et enfin à la solidarité agissante des démocrates nationaux et étrangers.

C'est pourquoi les avocats constitués expriment, au nom des inculpés, leurs remerciements à tous ceux qui leur ont manifesté leur solidarité agissante. Ils sont heureux de constater à cette occasion l'ampleur de la lutte engagée dans le pays pour le triomphe du respect des libertés publiques et individuelles.

Tiens bon camarade

Un recueil des poèmes écrits par le camarade A. Laâbi paraîtra prochainement comme supplément à l'édition de « Souffles ». Le poème que nous publions ici est extrait de cet ensemble de poèmes écrits en prison. Rappelons que le camarade A. Laâbi, poète militant, est un des fondateurs de la revue « Souffles » au Maroc, qu'il en fut l'un des animateurs, et l'un des artisans essentiels de son évolution vers une revue de combat qui unit la parole à l'acte révolutionnaire. Ce combat qu'il a poursuivi sous la torture, qu'il poursuit dans la prison civile de Casablanca dont les murs ont été impuissants à étouffer la voix.



Tiens bon camarade

Tes premiers pas dans la nuit barbare
Ton cœur suspendu
Un gros caillou dans la gorge
Et la saignée dans les entrailles
L'angoisse de ce qui n'est pas l'homme
L'immense solitude
Et ce cri terrible
Qui traverse les parois
Pour ressortir de la poitrine

Tiens bon camarade

Je sais les dix pas exacts
Tournoyant de l'attente
Je sais l'idiotie des murs
La souffrance mesurée et datée
Les strates du courage
Arrachées au plâtre et au fer
Je sais à quoi tu penses
La division du temps
En grandes vagues de vigilance
Secrétant des citadelles d'espoir
Debout, marche, tourne
La lumière aspirée sauvagement par les
barreaux
L'heure du fauve qui approche

Tiens bon camarade

Ne laisse pas une lampe
De la soupe qu'on te pousse

Une miette de pain
Couvre-toi comme tu peux
Essaye de dormir
Prends garde à ta précieuse santé
Rassemble tes forces
Roc inatteignable
Fer trempé
Ainsi affronter l'ennemi
Dans ta superbe

Tiens bon camarade

Et sans effort
Tu verras s'écrouler
Les châteaux d'argile
Détaler l'armée des nabots
Fondre armes, armoiries et
épouvantails

Mais ce qui importe
Tu verras se lever le premier rayon
Du soleil essentiel
Eclairant le sursaut des hommes
A l'intersection de toutes les colères
C'est beau de penser à notre pays
A notre peuple
Dans ce frisson d'amour douloureux
Et de pouvoir pleurer
Juste une larme ou deux
Des larmes de joie

Tiens bon camarade

Lève la tête
Cette douleur qui te traverse le corps
C'est le pain et le sel partagés
C'est le seuil de la fraternité
Des hommes aux mains miraculeuses
De plus en plus fort
C'est le mur qu'on frappe
C'est un autre corps qu'on torture
C'est le tortionnaire qui se mutile
De plus en plus fort
La haine se forge sur cette enclume
Des chiens aboient tout autour
Des hyènes déversent leur haleine
Mais l'homme étendu là, suspendu là
Trempe jusqu'aux os
C'est le maître et le possesseur
L'homme embaumé d'étoiles
L'homme à la longue marche
Multiplié dans tous les humiliés de la
terre

Tiens bon camarade

Où que tu sois
Nos cœurs battent à l'unisson
Mais tellement juste et fort
Que plus rien ne pourra désormais
arrêter
Ce tocsin de la justice qui accourt.

Abdellatif LAABI.

SOUFFLES

Ce dossier est un cri.

Lancé du Maroc par les militants emprisonnés pour n'avoir plus consenti, chez eux, au règne absolu d'un tortionnaire et d'un assassin, pour pouvoir recouvrer, chez eux, leur dignité d'homme.

La rédaction de « Anfasse », le comité de lutte contre la répression transmettent ce cri. Ils témoignent que ce dossier est **déchirant**.

Je veux dire qu'il lève et déchire les voiles.

Ceux qui sont Marocains et ceux qui ne le sont pas, tous, ne peuvent plus rien objecter. Car plus rien n'offusque la réalité du Maroc qui a cessé d'être un pays de soleil, d'oranges et de plages. Les tares de son régime sont exhibées : elles sont méthode de gouvernement et d'asservissement. Le pouvoir s'exerce par les supplices — indicibles, que dit Evelyne Serfaty —, dans les prisons — aux innombrables conditions rapportées par Henri Leclerc. Les caves de Casablanca où l'on torture se creusent pour l'histoire à côté des sous-sols de la rue Lauriston pendant les années quarante, près de la villa Susini habitée en Algérie par les colonialistes français. Ces références sinistres sont indispensables. Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur la nature du régime alaouite, sur son Hitler au petit pied. Le dossier de « Souffles » va empêcher quiconque de pouvoir écrire **autre chose** sur le Maroc. Là-bas, ceux qui s'enrichissent, ceux qui s'en fichent, ceux qui coopèrent, ceux qui « touristent » savent désormais qu'ils dénonceront ou qu'ils seront complices.

Donc plus de repos possible : au sens propre du mot, c'est un dossier **inquiétant**. Mais que nul ne s'y trompe : il ne s'agit pas de l'inquiétude des bonnes âmes. De l'inquiétude politique, analogue à celle des militants marocains, qui annonce les révoltes et prépare la révolution. Elle constitue une attitude fondamentale pour ceux qui veulent combattre à côté des Marocains, sur les terrains secondaires de lutte, en France, par exemple... Elle se justifie par un accord avec l'analyse politique que tentent les camarades marocains, qu'il n'est pas de mon propos de reprendre ici mais à laquelle ce numéro spécial de « Souffles » accorde beaucoup de place. Elle implique le refus de la « solidarité » en nobles phrases, de la révolution de mots. Elle signifie un engagement et des actes.

Le premier de ces actes est d'assurer la diffusion de « Souffles », en Europe et au Maroc. Le second, de trouver avec le comité contre la répression toutes les formes de dénonciation du régime marocain actuel jusques y compris le « boycott » du tourisme et de la coopération.

D'autres tâches, bien sûr, nous attendent. Attaquant d'abord un Maroc corrompu pour que le Maroc soit défendu, nous aurons ensuite à engager la lutte qui, de ce côté-là de la Méditerranée aussi, mènera la révolution jusqu'à la victoire.

François della Madda

- Comité de lutte contre la répression au Maroc : c/o Madame MOREL, 78 Guerville (France).
- Comité de soutien et de défense de la revue «Souffles» : E. LEVYNE, 5 allée Laënnec, 92 Nanterre.